



AFRIQUE Capital Humain

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

Série de notes techniques sur le capital humain en Afrique
Les populations d'abord

Juillet 2023

Le changement climatique (CC) est l'une des plus grandes menaces à l'existence de l'humanité et à laquelle les pays d'Afrique subsaharienne sont particulièrement exposés

Toute mesure de la réussite d'un pays est incomplète si le bien-être de la population n'occupe pas une place centrale. La légitimité d'un gouvernement et le succès d'une nation se mesurent par la qualité de la santé, le bien-être de la population, le niveau d'éducation des franges économiquement actives de la population et de la disponibilité de filets de sécurité pour protéger la population des vulnérabilités liées aux chocs de l'emploi, aux récessions économiques ou aux chocs de santé familiale. La garantie que la population, en particulier les plus vulnérables, soit en bonne santé, éduquée, qualifiée et assurée contre les chocs est un ensemble d'objectifs nationaux universellement acceptés.

OPPORTUNITES UNIQUES ET RISQUES AUXQUELS L'AFRIQUE EST EXPOSEE DANS UN CONTEXTE D'EXTREME HETEROGENEITE

Avant de se lancer dans l'exploration des trois fonctions d'accélération du développement par le biais d'investissements dans le CH, il est important d'examiner brièvement les raisons pour lesquelles la région Afrique est particulièrement bien placée pour tirer profit des investissements dans le CH. Le continent est riche en ressources naturelles qui ont stimulé la croissance économique dans une majorité de pays grâce à l'expansion des industries extractives. De plus, la caractéristique unique des pays du continent est la façon dont ils diffèrent du reste du monde en termes de dynamique de la population et de démographie. Ce tableau démographique unique de la région offre des opportunités extraordinaires si des investissements importants sont réalisés, mais expose également la région à des risques substantiels si la dynamique de la population n'est pas prise en compte.

L'Afrique subsaharienne (ASS) a la population la plus jeune et qui croît le plus rapidement par rapport à toutes les autres régions du monde. En effet, l'Afrique subsaharienne est la seule région qui n'a pas achevé sa transition démographique, c'est-à-dire le déclin inévitable de la mortalité et de la fécondité au fil du temps. On ne saurait trop insister sur les opportunités et les risques que cette réalité démographique

Au cours des 30 dernières années, la compréhension du développement économique national a fait l'objet d'une vision beaucoup plus équilibrée qui conserve la centralité du bien-être humain en tant qu'objectif national, mais reconnaît que nous devons considérer le capital humain (CH) comme un moteur du développement global et pas seulement comme un résultat passif du développement. En fait, il est de plus en plus évident que les investissements dans le CH et dans les personnes ont un impact concret sur le développement des pays de trois manières. Les investissements dans le CH accélèrent :

- i. la croissance économique
- ii. la mise en place de systèmes résilients capables de résister aux chocs et de lutter contre les inégalités ;
- iii. le renforcement de la cohésion sociale, en particulier en ce qui concerne la fragilité et l'inégalité.

représente pour les pays d'Afrique subsaharienne. Les pays ont la possibilité de traduire une transition démographique rapide en dividendes économiques substantiels, mais risquent également, en cas d'inaction, de créer une dépendance économique accrue, des niveaux d'inégalité et d'instabilité plus élevés, une forte pression sur des services et secteurs sociaux déjà en difficulté, et une capacité réduite à atténuer le changement climatique. La différence entre tirer parti d'une démographie unique comme moteur de croissance ou y faire face comme source de risques sociaux et systémiques réside dans la manière dont les gouvernements choisissent les investissements en matière de CH.

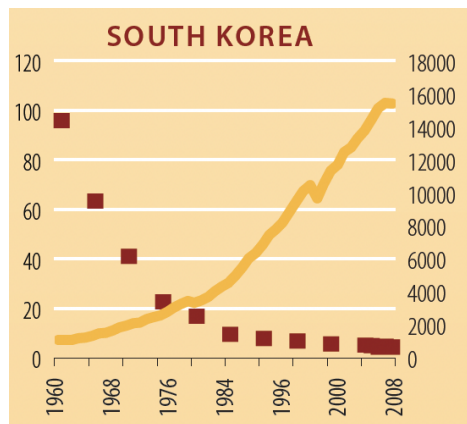
Il existe une grande hétérogénéité au sein de la région. Les pays d'Afrique subsaharienne diffèrent sur la mesure de base du CH en fonction des niveaux de revenu national, de la disponibilité des ressources nationales commercialisables, des conflits et de la fragilité, entre autres variables nationales. Chaque pays doit tenir compte de son point de départ pour les investissements et des différentes trajectoires potentielles qui s'offrent à lui. **Ce qui est commun à tous les pays, cependant, c'est que l'investissement dans la population et la construction du CH seront essentiels pour accélérer le développement de chaque pays.**

LES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL HUMAIN COMME CATALYSEURS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Autrefois, il était considéré que les progrès en matière d'éducation de la population, de santé et de protection sociale étaient les sous-produits de la croissance économique et du développement. En d'autres termes, à mesure que les pays se développaient économiquement, ils pouvaient se permettre d'investir dans les services et les programmes sociaux. L'expérience de certains pays d'Asie de l'Est, connus sous le nom de « nations tigres » en raison de leur double réussite étonnante en matière de croissance économique et de construction du CH, a bouleversé cette idée en posant une question simple : **qu'est-ce qui est arrivé en premier ?** Nous

pouvons constater qu'en fait, les investissements dans la santé et l'éducation pour les nations tigres - comme la Chine, la Malaisie, Singapour, la Corée du Sud et la Thaïlande - ont été réalisés bien avant que les économies de ces pays ne décollent. Le capital humain a précédé la croissance économique rapide. Dans le cas de la Corée du Sud, par exemple, les graphiques 1 et 2 montrent que les réalisations dans le domaine de la santé - en l'occurrence la réduction de la mortalité infantile - et les résultats dans le domaine de l'éducation – représenté par le nombre d'inscriptions - ont eu lieu bien avant l'accélération de la croissance économique.

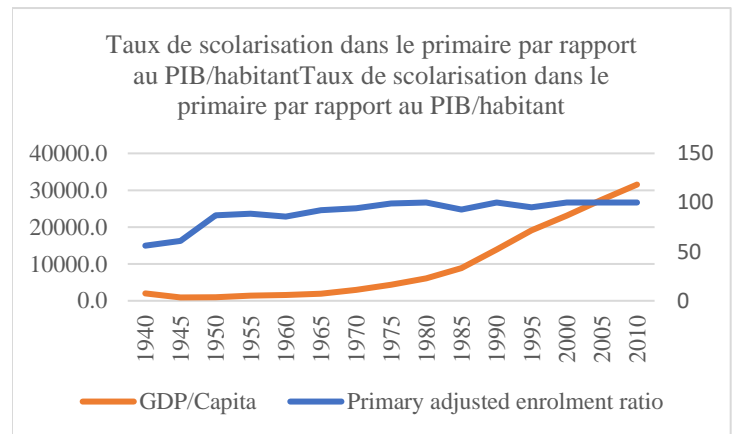
Graphique 1



Ce que le monde a appris des nations tigres, c'est que la croissance économique s'est accélérée en grande partie grâce aux investissements dans le CH. Les économistes ont estimé qu'entre la moitié et le tiers de la croissance économique des nations tigres d'Asie de l'Est était due aux contributions du CH dans la région, qui s'étaient accumulées au cours des années précédant le décollage. Il est désormais largement admis que pour que les pays améliorent leurs performances économiques, une combinaison de trois actions est nécessaire :

1. Des investissements physiques pertinents spécifiques au pays (infrastructure).
2. Des politiques économiques adaptées à la région (par exemple, le commerce, la propriété des entreprises, l'intégration régionale).
3. Des investissements intelligents dans le secteur du CH.

Graphique 2



L'expérience de l'Asie de l'Est a permis de documenter les étapes des investissements en matière de CH qui ont accéléré la croissance économique.

L'étape la plus importante dans la réalisation d'un dividende démographique est la capacité à diminuer rapidement les taux de fécondité, ce qui est possible grâce à des investissements dans la santé. À mesure que la mortalité infantile et juvénile diminue, les familles choisissent d'avoir moins d'enfants, ce qui crée un effet de cohorte qui finit par stimuler la croissance. Lorsque les familles ont moins d'enfants, deux facteurs importants apparaissent. Tout d'abord, avec moins d'enfants par famille, les ménages et les pays peuvent désormais augmenter les investissements par habitant dans l'éducation pour des enfants en bonne santé. Deuxièmement, les femmes ayant moins d'enfants ont la possibilité d'augmenter leur propre niveau d'éducation et d'entrer sur le marché du travail. **Si la cohorte saine d'enfants et de mères éduqués et qualifiés est placée dans un environnement**

Les populations d'abord

économique où des emplois bien rémunérés sont disponibles, l'économie décolle.

Un deuxième dividende démographique provient de l'épargne : les familles qui ont moins d'enfants, dont les mères sont mieux éduquées et dont les jeunes entrent sur le marché du travail, ont la possibilité d'épargner davantage et leur épargne peut ensuite être investie dans l'économie.

Le potentiel des deux dividendes démographiques n'est toutefois ni garanti ni automatique. L'absence d'investissement approprié dans le CH pourrait avoir l'effet exactement inverse. Des taux de fécondité élevés se traduisent par des mères et des enfants en moins bonne santé, moins de ressources à consacrer à l'éducation par habitant, un taux de dépendance plus élevé, davantage d'inégalités et une pression accrue sur les systèmes sociaux. Il est même de plus en plus évident que l'absence d'action peut conduire à des inégalités plus importantes et, par conséquent, à une instabilité sociale et politique. Les mesures nationales visant à investir dans le CH sont les principaux facteurs qui déterminent si un pays a atteint un dividende démographique ou s'il est confronté à un désastre démographique.

LES INVESTISSEMENTS DANS LE CAPITAL HUMAIN COMME CATALYSEURS DE LA CONSTRUCTION DE SYSTEMES RESILIENTS

Si trouver des moyens d'augmenter le taux de développement économique est un objectif louable dans la plupart des pays d'Afrique et d'ailleurs, ce n'est pas le seul objectif. **Un objectif national important pour tout pays est de construire et de maintenir des systèmes qui résistent aux chocs.** Les chocs se présentent sous différentes formes et l'Afrique subsaharienne a dû faire face à plus que sa juste part. Des systèmes résilients signifient également que les pays peuvent relever des défis tels que les grandes inégalités en termes de revenus et d'autres indicateurs sociaux.

Ces dernières années, le monde entier s'est efforcé de répondre à la pandémie de Covid-19 et à la récession économique qui en a résulté. Les pays dotés de systèmes solides de prestation des services de base, y compris la santé et l'éducation, ont pu mieux faire face que ceux dont les systèmes étaient faibles. Les chocs dus aux épidémies et aux pandémies ne sont pas nouveaux en Afrique. L'épidémie d'Ebola a eu des effets dévastateurs sur quelques pays d'Afrique subsaharienne. Avant cela, le VIH/SIDA a eu un impact négatif substantiel et à long terme sur tous les aspects du développement, en particulier l'impact dévastateur sur le CH dans la région. Il est donc essentiel pour la région de disposer de systèmes résilients.

Mais les chocs se présentent sous différentes formes et ne sont pas toujours liés à des épidémies. Les ralentissements

économiques peuvent résulter de la défaillance des systèmes financiers et bancaires, des fluctuations des prix des produits de base et de l'instabilité politique, entre autres. L'impact du changement climatique est un autre sujet important qui requiert la résilience du système. L'Afrique subsaharienne est particulièrement vulnérable au changement climatique, notamment en raison des inégalités importantes et persistantes dans de nombreux domaines socio-économiques.

Quelle que soit la nature du choc auquel un pays est confronté, il a tendance à mettre à l'épreuve tous les systèmes gouvernementaux, ainsi que les processus financiers nationaux. À mesure que les pays se développent et connaissent une croissance économique, ils peuvent renforcer leurs systèmes afin d'être en mesure de relever les défis, y compris de répondre aux chocs ou de s'attaquer à des problèmes durables tels que la pauvreté et l'inégalité. Les systèmes résilients sont essentiels au fonctionnement d'un pays et constituent des indicateurs importants de son développement. **Le CH joue un rôle central dans la résilience des systèmes.**

Une étape importante dans la construction et le maintien de systèmes résilients consiste à investir de manière appropriée dans le CH et les systèmes connexes. Il s'agit notamment des systèmes de filets de sécurité, de l'assistance ciblée, des programmes de travail et de services sociaux, des systèmes d'éducation solides et des systèmes de santé publique efficaces. Les chocs - qu'ils soient économiques, climatiques ou sanitaires - augmentent la vulnérabilité des populations. Les chocs mettent les ménages en danger sur le plan économique, ce qui nécessite une réponse gouvernementale par le biais de systèmes capables de résister au choc initial et de contribuer à stabiliser l'économie. Un système public résilient permet à un pays de se préparer à un choc et de mettre en œuvre une réponse appropriée. La résilience des systèmes peut également aller au-delà des réponses aux chocs à court terme, mais aussi s'attaquer aux contraintes et aux défis à long terme liés à la pauvreté et à l'inégalité.

Des investissements appropriés dans les êtres humains par la création du CH sont les catalyseurs de la construction de systèmes publics résilients. Ils permettent d'amortir les chocs, de cibler les ressources et les services sur ceux qui en ont le plus besoin et de fournir une plateforme pour des réponses rapides et ciblées. Inversement, les investissements dans le CH permettent de disposer d'une main-d'œuvre bien formée et en bonne santé pour mettre en place des systèmes résilients et des plateformes de services sociaux.

LES INVESTISSEMENTS DANS LE CAPITAL HUMAIN COMME CATALYSEURS DU RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE

La troisième fonction d'accélération du développement national par les investissements dans le CH est la question difficile du renforcement de la cohésion sociale. Cette fonction est particulièrement importante dans le contexte africain, étant donné le nombre de pays vulnérables en raison de la fragilité, des conflits et/ou des conditions post-conflit. La cohésion sociale est également affectée par des défis de longue date en matière d'inégalités socio-économiques et d'importants réservoirs de pauvreté. Mais même en l'absence de fragilité, de conflit ou d'inégalités structurelles, la construction et le renforcement de la cohésion sociale sont essentiels pour asseoir la légitimité du gouvernement et de la gouvernance.

La cohésion sociale est le tissu fondamental de la société qui, sans investissements appropriés, peut se déchirer. Les investissements dans le CH et les systèmes de prestation de services peuvent être au cœur de la construction de la légitimité de la gouvernance et de l'accélération du renforcement de la cohésion sociale. L'absence d'investissement dans les systèmes de CH et de prestation de services connexes expose la société à des risques très graves. Les investissements de base dans des services tels que l'éducation et la santé, ainsi que les plateformes destinées à répondre aux besoins sociaux, sont au cœur du renforcement de la cohésion sociale.

Pour que les investissements dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale accélèrent la construction et le renforcement de la cohésion sociale, la conception et la mise en œuvre de la prestation de services peuvent et doivent :

- i. répondre aux griefs historiques
- ii. s'attaquer aux exclusions persistantes
- iii. contribuer à corriger les inégalités à travers de nombreuses lignes telles que les groupes de revenus, les lignes ethniques, religieuses et linguistiques.

À un niveau encore plus fondamental, la fourniture réussie d'une gamme de services sociaux de qualité répondant aux besoins de la population est une étape importante dans la construction de la confiance de la population dans le rôle du gouvernement.

LE CAPITAL HUMAIN COMME STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

Les investissements dans le CH sont l'ultime formule gagnant-gagnant. Une population éduquée, en bonne santé et en sécurité est une véritable mesure du développement. Les investissements dans le CH et les systèmes connexes sont également des catalyseurs actifs de trois dimensions du développement national et de la modernisation : à savoir la croissance économique, la résilience des systèmes et la cohésion sociale. Il est loin le temps où l'on traitait la population comme un bénéficiaire passif de services tels que l'assistance sociale, l'éducation ou la santé. **L'approche du CH est un investissement stratégique dans les personnes, qui sont les agents durables du changement et du développement.**

L'extrême hétérogénéité des pays d'Afrique signifie que les choix d'investissement en matière de CH doivent être priorisés différemment par chaque pays afin de refléter les points de départ, les contraintes nationales et les opportunités.



AFRIQUE CAPITAL HUMAIN

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

DAR ES SALAAM | 25-26 JUILLET 2023

REMERCIEMENTS

Cette note technique fait partie d'une série compilée pour le premier Sommet des chefs d'État sur le capital humain en Afrique (juillet 2023), qui met l'accent sur l'importance de l'investissement dans les jeunes en tant que moteur essentiel de la productivité et de la croissance, comme le montrent la littérature récente et l'expérience des pays. Les auteurs et contributeurs de l'équipe technique du Sommet sont : Abdo Yazbeck, Alex Twinomugisha, Amanda Devercelli, Anne Bakilana, Changha Lee, Ernest Massiah, Fanen Ade, Fatima Naqvi, Huma Kidwai, Inaam Ul Haq, Kebede Feda, Maheshwor Shrestha, Maletela Tuoane, Maria Gracheva, Martin De Simone, Meskerem Mulatu, Mohamed Jelil, Ritika Dsouza, Robert Chase, Rogers Ayiko, Samer Al-Samarrai, Sara Troiano, Shawn Powers, Somya Bajaj, Silas Udahemuka, Srividya Jagannathan, Tekabe Belay, Yared Mekonnen. La rédaction et la conception graphique ont été réalisées par Enó Isong et William Ursenbach.

OBJECTIF ET CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

La présente série de notes techniques sur le capital humain en Afrique est une synthèse des recherches et des données existantes dont l'objectif est de mettre en lumière des recommandations politiques utiles et pertinentes. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont présentées sont exclusivement celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions du Groupe de la Banque mondiale, de ses administrateurs ou des gouvernements qu'ils représentent. Toutes les notes de la série sont accessibles à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/events/2023/07/25/africa-human-capital-heads-of-state-summit



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE